

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

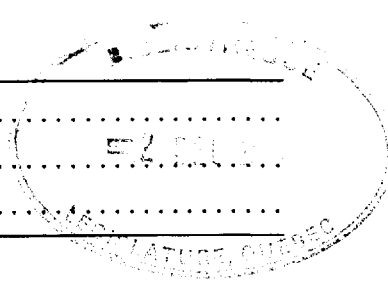
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 30

**Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale
et d'autres dispositions législatives**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. PIERRE MAROIS

Ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier, dans un premier temps, la Loi sur l'aide sociale afin de permettre la récupération par le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu des montants d'aide sociale versés à un bénéficiaire en vue de combler un besoin résultant de retenues faites dans le cadre d'autres programmes de sécurité sociale. Il permet également au gouvernement de fixer les conditions d'admissibilité à l'aide sociale en raison de besoins spéciaux.

Il prévoit en outre la désignation par le ministre d'enquêteurs pour l'application de la Loi sur l'aide sociale.

Il consacre enfin la confidentialité des renseignements personnels obtenus dans le cadre de l'application de la loi tout en permettant au ministre, avec l'autorisation du gouvernement et à certaines conditions précises, de communiquer certains renseignements à d'autres ministères ou organismes.

Dans un deuxième temps, ce projet a également pour objet de modifier la Loi sur les allocations familiales pour remplacer le mode de détermination des allocations familiales actuellement prévu à la loi par un pouvoir de réglementation à cet effet et pour modifier les règles concernant le paiement d'allocations dans le cas d'un enfant handicapé.

Il ajoute, enfin, une disposition à la Loi sur l'assurance automobile afin de permettre à la Régie de l'assurance automobile du Québec de transmettre certains renseignements au ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, responsable de l'application de la Loi sur l'aide sociale.

LOI MODIFIÉES PAR CE PROJET

- 1° la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16);
- 2° la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17);
- 3° la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25).

Projet de loi n° 30

Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale
et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

« **13.0.1** Un bénéficiaire de l'aide sociale doit rembourser un montant égal aux prestations ou allocations qu'il aurait dû recevoir en vertu d'une loi en vigueur au Québec ou de toute autre loi et qui lui ont été retenues pour le remboursement d'un trop perçu ou à titre de pénalité, jusqu'à concurrence de l'aide reçue pendant que les retenues ont ainsi été effectuées. ».

2. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 42 du chapitre 12 des lois de 1981, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *d*) l'aide a été accordée alors que des prestations ou des allocations visées à l'article 13.0.1 lui étaient retenues. ».

3. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 43 du chapitre 12 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) les besoins spéciaux qui peuvent être comblés au moyen de l'aide sociale, la mesure dans laquelle ils peuvent l'être, les méthodes suivant lesquelles ils doivent être prouvés et évalués ainsi que les conditions d'admissibilité à l'aide sociale à ce titre; »;

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 36, du suivant:

«**36.1** Le ministre peut autoriser généralement ou spécialement un fonctionnaire du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu à enquêter sur toute question relative à l'application de la présente loi ou d'un règlement.

Cette personne est investie, aux fins de son enquête, des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, du suivant:

«**37.1** Sont confidentiels, tous les renseignements relatifs à un requérant, à un bénéficiaire ou à un membre de leur famille et qui ont été obtenus pour l'application de la présente loi ou d'un règlement.

Toutefois, le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement et selon les conditions que ce dernier détermine, fournir à un ministère ou à un organisme qui relève du gouvernement du Québec ou d'un autre gouvernement, des renseignements obtenus en vertu de la présente loi.».

6. L'article 3 de la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17) est abrogé.

7. L'article 4 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 60 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

«**4.** Le gouvernement fixe par règlement le montant de l'allocation versée pour chaque mois par le Québec. Ce montant peut varier pour chaque enfant selon le nombre d'enfants, leur rang dans la famille ou leur âge.

L'allocation visée au premier alinéa est augmentée d'un montant fixé par règlement lorsqu'il s'agit d'un enfant handicapé. Ce montant est payable à l'égard de cet enfant à la personne qui reçoit pour le même mois l'allocation visée dans le premier alinéa et qui le garde à domicile ou qui pourvoit de façon complète à son entretien.».

8. L'article 5 de cette loi est abrogé.

9. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** L'allocation visée au premier alinéa de l'article 4 devient payable ou cesse de l'être à compter du mois suivant la date à laquelle se produit le fait qui donne naissance au droit de la recevoir ou qui y met fin.

Toutefois, elle n'est pas payable à l'égard d'un mois qui précède de plus de onze mois la date de la demande.

Le montant visé au deuxième alinéa de l'article 4 devient payable à compter du mois de la demande et cesse de l'être à compter du mois suivant la date à laquelle se produit le fait qui met fin au droit de le recevoir.».

10. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 60 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b.1)* fixer les montants ou une méthode de fixation des montants visés à l'article 4, ceux-ci pouvant varier pour chaque enfant selon le nombre d'enfants, leur rang dans la famille ou leur âge.».

11. L'article 70 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25), est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«La Régie doit aussi, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, mettre à la disposition du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu les noms, prénoms, adresse, date de naissance et numéro d'assurance sociale des réclamants ainsi que le montant et la nature des indemnités qui leur sont versées, chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16).».

12. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1982.